

PANDÉMIE DE COVID-19 ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Dans la zone euro, la composante « emploi » des indices des directeurs d'achats (PMI) est en baisse, tandis qu'aux États-Unis les demandes initiales d'allocation chômage ont grimpé en flèche. Les entreprises ont besoin de souplesse pour gérer leur base de coûts, mais la perte de revenu des ménages, en cas de hausse du chômage, agirait comme un vent contraire pour la reprise une fois le confinement terminé. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral complètera les indemnités de chômage qui varient d'un État à l'autre. En Europe, plusieurs pays ont pris des mesures pour faciliter le chômage partiel dans les entreprises, tout en limitant l'impact sur les ménages.

Les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 sont de plus en plus visibles jour après jour. Cette semaine, l'indice IHS Markit PMI composite pour la zone euro a enregistré sa plus forte baisse mensuelle, atteignant un creux historique de 29,7. C'est la chute de l'indice des services qui entraîne l'indicateur global, le PMI du secteur manufacturier faisant preuve d'une certaine résilience.

La composante 'emploi' de cet indicateur des directeurs d'achats accuse aussi une forte baisse, la plus marquée depuis juin 2009¹. Cela a de quoi inquiéter étant donné sa corrélation avec les créations d'emploi et, avec retard, les dépenses des ménages. Aux États-Unis, les conditions du marché du travail se détériorent très rapidement. Après avoir atteint 3 millions la semaine dernière, le nombre de demandes initiales d'allocation de chômage a grimpé en flèche, atteignant 6 millions cette semaine.

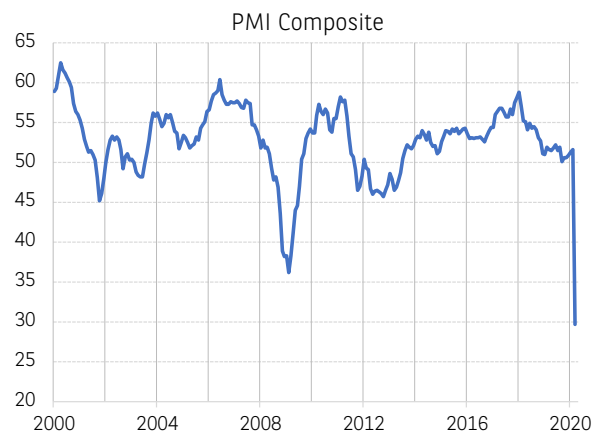
Le US Congressional Budget Office (CBO) prévoit une forte contraction de l'économie au deuxième trimestre avec un taux de chômage qui dépasserait les 10%. Loretta Mester, la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, a déclaré que le chômage pourrait finir par se situer entre 15% et 30% aux États-Unis. Il s'agirait d'une augmentation spectaculaire par rapport aux 4.4% atteint en mars, mais certaines estimations sont beaucoup plus sombres : d'après une estimation de la Réserve fédérale de Saint-Louis², selon l'impact du confinement sur différents secteurs et catégories professionnelles, au deuxième trimestre 2020 47 millions de personnes pourraient perdre leur emploi, ce qui porterait le taux de chômage à 32%.

Pour le prix Nobel Paul Krugman, « nous entrons dans l'équivalent économique d'un coma artificiel dans lequel certaines fonctions cérébrales sont délibérément arrêtées pour donner au patient le temps de guérir.³» En attendant le réveil, il faut toutefois continuer de payer les factures et les salaires. Larry Summers l'a très bien dit : « le temps économique s'est arrêté, mais pas le temps financier.⁴» Appliqué aux entreprises, cela signifie que leurs revenus diminuent ou disparaissent complètement du fait du confinement, et il en va de même des coûts

variables. À un moment donné, elles pourraient être contraintes pour des raisons financières de réduire leurs coûts fixes, y compris des emplois. Le comportement des ménages en matière de dépenses pendant le confinement, mais aussi une fois que les choses seront revenues à la normale, dépendra beaucoup du fait qu'ils aient, ou non, un emploi et s'ils peuvent espérer le garder dans les mois à venir. Ainsi, en raison de la hausse du chômage et de la peur de perdre son poste, une crise sanitaire temporaire finirait par avoir un impact négatif durable sur l'économie.

Même lors d'une récession ordinaire, la dynamique du marché du travail peut expliquer pourquoi certaines reprises prennent du temps. Une façon d'y remédier est d'avoir recours au chômage partiel. Après la récession de 2008-2009, celui-ci a connu une hausse significative dans plusieurs pays européens, bien que le niveau absolu soit resté bas : environ 3% en Allemagne et en Italie, moins de 1% en France.

ZONE EURO : INDICE COMPOSITE DES DIRECTEURS D'ACHATS



SOURCES : MARKIT, BNP PARIBAS

1 Source: IHS Markit Eurozone Composite PMI® – final data, communiqué de presse, 3 avril 2020.

2 Back-of-the-Envelope Estimates of Next Quarter's Unemployment Rate, Miguel Faria-e-Castro, Federal Reserve Bank of St Louis, mars 2020

3 Paul Krugman, Notes on Coronacoma Economics, 31 mars 2020

4 Larry Summers sur Bloomberg TV, 6 mars 2020

Il est difficile d'envisager, après le confinement, une accélération durable de la croissance si un grand nombre de ménages subit une importante perte de revenus par rapport à la situation pré-pandémique.



Aux États-Unis, où congédier des collaborateurs coûte moins cher aux entreprises, le pourcentage de salariés en chômage partiel était resté négligeable. Le chômage partiel permet de conserver son emploi, ce qui a l'avantage, au-delà de l'intérêt financier, de réduire l'incertitude. En outre, les entreprises peuvent reprendre progressivement leurs activités lorsque les choses s'améliorent sans avoir à consacrer du temps et de l'argent à de nouveaux recrutements.

Dans la crise actuelle, cette approche est encore une fois très largement adoptée en Allemagne. En mars, l'Office fédéral de l'emploi (OFE) a reçu environ 470 000 demandes d'entreprises. Cela signifie que 13,5 % des entreprises allemandes ont demandé à mettre en place du chômage partiel. En 2019, la moyenne mensuelle était de 1 300. En février 2020, le nombre de demandes d'entreprises atteignait 1 900. Confrontée à cette forte hausse, l'OFE a adapté ses procédures afin d'accélérer l'approbation des demandes.

Plusieurs autres pays européens ont pris des mesures pour faciliter le recours des entreprises au chômage temporaire ou partiel tout en aidant financièrement les ménages⁵. Aux États-Unis, dans le cadre du Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act (CARES), l'État fédéral transférera, sous forme de crédit d'impôt ou extensions de droits, quelque USD 630 mds aux ménages américains. Aussi chacun d'entre eux recevra-t-il, sous condition de revenu, un « chèque » d'un montant maximum de USD 3 000. Les indemnités chômage, variables selon les États mais qui, en moyenne, se montent à USD 300 par semaine, seront augmentées d'une part fédérale de USD 600 par semaine, pour une période de quatre mois devant s'achever le 31 juillet 2020.

Si le confinement dure plus longtemps que prévu, ou si la création d'emplois prend du temps après le déconfinement, un soutien plus important sera nécessaire : il est, en effet, difficile d'envisager une accélération durable de la croissance si un grand nombre de ménages subit une importante perte de revenus par rapport à la situation pré-pandémique.

William De Vijlder

⁵ La liste des différentes mesures prises se trouve dans notre EcoFlash Covid-19 : mesures prises par les banques centrales, les gouvernements et les institutions internationales, BNP Paribas.

